

Patrick Devedjian: «Reprendre les privatisations»

« D'une manière générale, l'Etat est mauvais propriétaire et mauvais actionnaire. Mauvais propriétaire car il n'entretient pas son patrimoine, pas même ses bâtiments, obsédé qu'il est du court terme, et mauvais actionnaire car instable dans ses décisions sur la durée »



© CD92-Olivier Ravoire

Au cours de ce mois de septembre, **le gouvernement a cédé sur le marché 4,5 % du capital d'Engie**(anciennement GDF - Suez). Cela lui a rapporté 1,53 milliard d'euros et il conserve encore 24,15 % du capital. **C'est la première privatisation partielle du mandat d'Emmanuel Macron**, pour un volume annoncé de 10 milliards. Sous le mandat de François Hollande, le gouvernement avait cédé 13,17 % du capital de Safran, 3,65 % d'EADS, 9,5 % d'Aéroport de Paris et des participations dans des aéroports de province. Lionel Jospin avait lui cédé en Bourse 49 % de France Télécom. Il n'y a guère que sous le mandat de Nicolas Sarkozy que l'on ne fit pratiquement aucune privatisation, la crise économique n'ayant pas offert beaucoup d'opportunité.

Toutes les privatisations, totales ou partielles, se sont passées sans grande difficulté ; il n'y a donc aucune raison de les aborder avec crainte et il est ridicule d'employer depuis quelques années le terme flou de « cession d'actif », nouvelle « doxa » témoignant d'une véritable addiction à la propriété publique. L'Etat a besoin d'argent, d'abord pour payer ses dettes et réduire le déficit quotidien de ses dépenses. L'expression populaire « vente des bijoux de famille » n'est pas si mauvaise dans sa situation. Les bijoux de famille coûtent plus cher à l'achat qu'ils ne rapportent à la vente, et en dehors du plaisir de les porter ou de les offrir, ils ne rapportent rien.

Il ne me paraît pas heureux de justifier ces privatisations par un emploi hasardeux de la recette et de promettre que les fonds « seront placés et rapporteront les marges financières pour financer l'innovation », comme Bruno Le Maire l'a affirmé

Piètre stratège. C'est pourquoi il ne me paraît pas heureux de justifier ces privatisations par un emploi hasardeux de la recette et de promettre que les fonds « seront placés et rapporteront les marges financières pour financer l'innovation », **comme Bruno Le Maire l'a affirmé.** Il y en eut tant de ces investissements prometteurs de l'Etat, alors que l'histoire nous rappelle qu'il est un si piètre stratège !

L'urgence aujourd'hui est de rétablir la réputation et le crédit de la France. Or, nous avons, depuis plusieurs années et face à toute l'Europe, pris l'engagement de **réduire notre déficit public à un maximum de 3 %.** L'audit de la Cour des comptes établit que ce déficit atteindra, en 2017, 62,3 milliards d'euros soit 3,2 %. Pourtant, la loi de finances votée en décembre 2016, annonçait 2,7 % : le dérapage est de 9 milliards. La Cour des comptes qualifie ce budget comme étant « insincère », ce qui est une accusation grave. Emmanuel Macron s'est engagé à ce que le déficit public pour 2017 soit ramené à 3 %. Il reste peu de temps ! Quel meilleur emploi des recettes de privatisations immédiates ?

Le potentiel de privatisation de l'Etat est très important. L'Insee relève qu'à la fin de 2015, l'Etat contrôlait majoritairement, directement ou indirectement, 1 625 sociétés représentant 791 000 salariés. S'y ajoutent des participations minoritaires dans des entreprises très importantes comme **Renault où l'Etat a, en 2015, fait passer sa participation de 15,01 % à 19,74 %** dans le seul but d'obtenir le vote double au conseil d'administration de l'entreprise.

C'est une opération qui a coûté au budget 1,2 milliard d'euros et qui ne se traduit par aucune perspective stratégique. C'est de surcroît une mauvaise affaire dans la mesure où l'action payée 86 euros en vaut aujourd'hui 78, précisément à cause du vote double qui décourage les investisseurs. Michel Sapin, le ministre de l'Economie de l'époque, n'a pas eu d'autres commentaires que **des déclarations démagogiques sur le salaire de Carlos Ghosn,** qui a pourtant fait du groupe Renault-Nissan le quatrième groupe automobile mondial.

La haute administration et les cabinets ministériels aiment beaucoup les entreprises contrôlées par l'Etat, car elles offrent des sinécures recherchées où l'on est beaucoup mieux rémunéré que dans le service public

Mauvais actionnaire. D'une manière générale, l'Etat est mauvais propriétaire et mauvais actionnaire. Mauvais propriétaire car il n'entretient pas son patrimoine, pas même ses bâtiments, obsédé qu'il est du court terme, et mauvais actionnaire car instable dans ses décisions sur la durée. Il est dans une situation financière qui ne lui permet guère d'investir, prisonnier de sa dette et de dépenses de fonctionnement excessives. Quand bien même l'Etat aurait les moyens d'investir, il n'aurait pas le droit de recapitaliser une entreprise en difficulté dont il serait actionnaire. La politique européenne et les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) interdisent en effet ce qui constitue une concurrence déloyale entre les entreprises. Quant aux entreprises publiques, elles sont souvent mal considérées dans plusieurs pays étrangers qui voient en elle l'ingérence d'un Etat.

Mais la haute administration et les cabinets ministériels aiment beaucoup les entreprises contrôlées par l'Etat, car elles offrent des sinécures recherchées où l'on est beaucoup mieux rémunéré que dans le service public, où l'on bénéficie d'une très grande autonomie et où les contrôles sont bienveillants. L'Etat ne peut être acteur et

contrôleur à la fois, exercer tous les métiers et y réussir, n'investir que très peu et tous azimuts.

Taille mondiale. Les entreprises publiques qui ont été privatisées ont connu une importante croissance, elles se sont, en général, très bien développées, certaines ont fusionné avec des entreprises qui ont ainsi atteint la taille mondiale. La privatisation oblige à une révolution du management, elle permet une ouverture sur le monde. **La SNCF, ses innombrables filiales, ses mille métiers**, est éternellement sur la sellette. Elle est un bon exemple du manque d'oxygène que son statut public lui coûte. Alors que le TGV est une prouesse technologique reconnue, la SNCF a le plus grand mal à s'implanter à l'étranger, à nouer des alliances stratégiques. Le réseau est, au dire des experts, dans un état alarmant. Le transport du fret, totalement archaïque, est un handicap pour l'économie nationale. La SNCF est l'exemple de ce qu'il faut changer.

Les privatisations sont de retour, c'est une bonne nouvelle pour l'Etat, c'est une bonne nouvelle pour l'économie, c'est une bonne nouvelle pour le rayonnement de la France. Encore faut-il y procéder habilement et avec un esprit stratège, mais aussi ne pas avoir honte en se cachant derrière les mots.

<http://www.lopinion.fr/edition/politique/patrick-devedjian-reprendre-privatisations-133914>